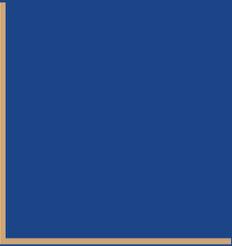


Propositions de réduction de la dépense publique

1. La politique d'Emmanuel Macron : toujours plus de dépenses
2. Nos propositions d'économies : 20 Mds€ en un an
3. Un plan d'ensemble : moins de fiscalité, moins de dette, plus de croissance



1. La politique d'Emmanuel Macron : toujours plus de dépenses



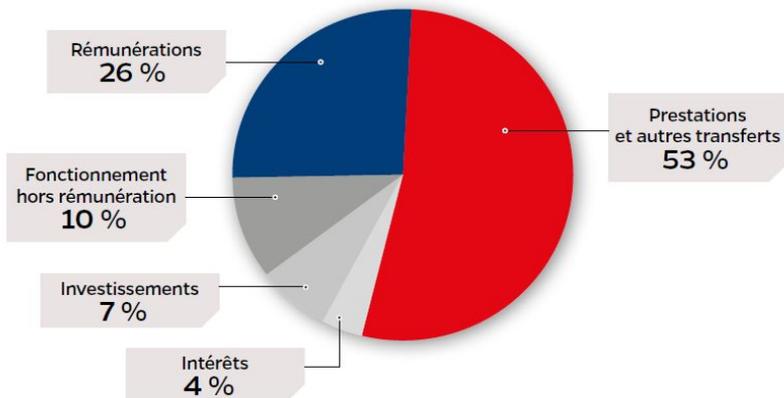
La France a le record mondial des dépenses publiques

La France est n°1 mondial des dépenses publiques.

Elle a dépassé la Finlande selon les derniers chiffres de l'OCDE.

Et la France a atteint en 2017 un record historique et européen des prélèvements obligatoires (45,3% du PIB selon l'Insee).

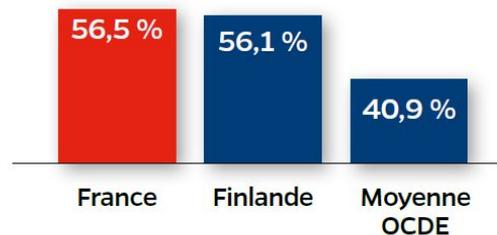
DÉCOMPOSITION DES DÉPENSES PUBLIQUES TOTALES EN 2017



Source : Insee.

RECORD MONDIAL DES DÉPENSES PUBLIQUES

Part des dépenses publiques dans le PIB

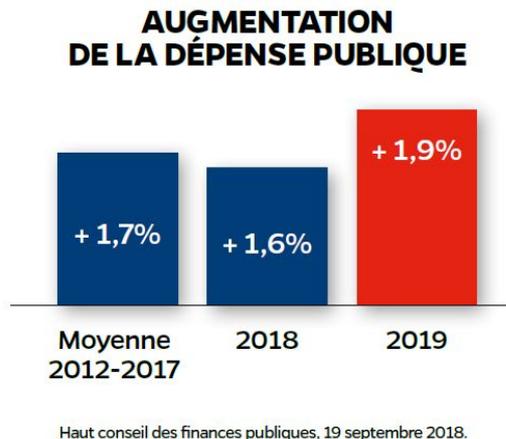


Source : OCDE, 13 juillet 2017.

En 2017, les prestations, transferts et rémunérations des fonctionnaires représentent près de **80 % de la dépense publique**. Tous les pays qui ont réussi à maîtriser leur dépense publique ont procédé à des ajustements majeurs sur la masse salariale publique et sur les transferts sociaux (France Stratégie), ce que ne fait pas Emmanuel Macron. L'investissement est toujours à un niveau historiquement bas : seulement 7 % des dépenses publiques totales.

Emmanuel Macron continue d'augmenter les dépenses

- Emmanuel Macron s'est engagé à **baissier le taux de dépenses publiques de 3 points de PIB d'ici à 2022**. C'est loin d'être inatteignable : au cours de ces 20 dernières années, 21 pays sur 27 pays de l'UE y sont parvenus.
- Pourtant, **la dépense publique augmente cette année au même rythme que sous François Hollande**. L'année prochaine, les dépenses publiques devraient augmenter encore plus vite (dernier avis du Haut conseil des finances publiques).
- En 2019, le gouvernement vise une augmentation de la dépense publique de 0,6 % en volume (1,9% en valeur) alors qu'il promettait 0,4 % au printemps. Cela représente **une augmentation de l'ordre de 25 Mds€ en 2019, après celle de l'ordre de 20 Mds€ cette année**. La dépense publique continue donc d'augmenter.



Emmanuel Macron n'a aucune stratégie de baisse des dépenses

Des coups de rabot erratiques contre le pouvoir d'achat des Français et les entreprises

- Report de la baisse des exonérations de cotisations sur les bas salaires ;
- Augmentation du « cinquième acompte » de l'impôt sur les sociétés ;
- Poursuite des augmentations de taxes sans précédent sur le gaz, le fioul, le gasoil et l'essence (+ 3 Mds€ en 2019) ;
- Quasi-gel des prestations sociales qui représente 3 Mds€ sur le dos des retraités et des familles en 2019 :
 - Report de la date de revalorisation des pensions du 1er octobre au 1er janvier (PLFSS 2018) ;
 - Désindexation des pensions de retraite et allocations familiales (PLFSS 2019) : + 0,3% en 2019 alors que l'inflation constatée (hors tabac) a été de + 1,6% sur les 12 derniers mois (Insee).

Emmanuel Macron a renoncé à baisser la dépense publique : il ne réalise aucune réforme structurelle

- Masse salariale publique : en 2019, seuls 4 500 postes seront supprimés, après 1 600 en 2018 (sur un total de 2,4 millions de fonctionnaires d'Etat). L'engagement d'Emmanuel Macron de baisser de 50 000 le nombre d'agents publics dans la sphère de l'Etat d'ici la fin du quinquennat n'est pas respecté. L'année prochaine, la masse salariale de 13 ministères sur 17 est en hausse et la masse salariale totale de l'Etat continue d'augmenter : + 1,8 Md€ (lfrap).
- La Cour des comptes rappelle dans son rapport de juin 2018 sur la situation des finances publiques que les économies attendues ne sont "**pas encore documentées ou sont incertaines**" et que "des risques de surcroît de dépenses peuvent d'ores et déjà être identifiés" : dette de la SNCF, financement de la suppression de la taxe d'habitation, Grand Paris...

Plus de dépenses, moins de résultats

La France a la dépense publique la plus élevée de l'OCDE. Un niveau élevé de dépense publique n'est pas une anomalie en soi : il reflète surtout des choix de socialisation différents (retraites, éducation, santé). En revanche, l'inefficience de notre dépense est une anomalie : nous dépensons plus que nos voisins pour des résultats inférieurs.

Les conséquences de l'excès de dépense publique :

- **l'employabilité** : la France n'occupe que la 24^e position dans l'UE ;
- **le taux de chômage** : 9,2% en France (4^e pays de l'UE, derrière la Grèce, l'Espagne et l'Italie), contre 6,8% pour la moyenne de l'UE, 3,4% pour l'Allemagne et 4% pour le Royaume-Uni (Eurostat, août 2018) ;
- **le classement PISA** : la France reste dans le ventre mou du dernier classement de 2015 derrière l'Estonie, la Slovénie, le Royaume-Uni, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Belgique la Pologne ou l'Irlande, et très loin derrière les pays asiatiques ;
- **la dette** : à rebours de la quasi-totalité des pays européens, la France continue d'augmenter sa dette : la dette publique nette a augmenté de 43 Mds€ depuis l'élection d'Emmanuel Macron, soit 100 millions par jour ;
- **la croissance** : la prévision de croissance du gouvernement pour 2018 est passée de 1,9% à 1,7%. L'Insee prévoit désormais 1,6%, ce qui fait de la croissance française l'une des plus faibles d'Europe (18^e pays sur les 19 de la zone euro, juste devant l'Italie).

Le cercle vicieux : plus de dépenses, plus de fiscalité, moins de croissance



Pourquoi faut-il réduire les dépenses publiques ?

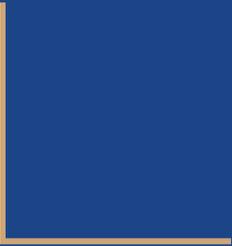
- La maîtrise de la dépense publique n'est pas un exercice comptable ni une fin en soi, c'est une nécessité pour :
 - **mettre fin à l'augmentation constante du poids de la dette** afin de restaurer notre souveraineté nationale et ne plus pénaliser les générations futures ;
 - **diminuer le taux de prélèvements obligatoires**, record en Europe (selon Eurostat), à la fois pour les ménages et les entreprises : l'argent public est toujours l'argent des contribuables ;
 - **défendre notre conception de la justice** : lutter contre les dérives de l'assistanat, valoriser le travail et en finir avec l'acharnement fiscal contre les milieux de cordée ;
 - **retrouver des marges de manœuvre** pour financer quatre priorités : l'Etat régalien, l'innovation, l'aménagement du territoire et la dépendance.
- **La baisse de la dépense publique n'est pas l'ennemie de la croissance.** Au contraire, moins de dépenses publiques dans un cadre d'intervention rénové, ce sont moins d'impôts, plus d'investissements privés, plus d'activité et plus de croissance.

Le cercle vertueux : moins de dépenses, moins de fiscalité, plus de croissance





2. Nos propositions d'économies : 20 Mds€ en un an



1. Un grand soir de la gestion de la fonction publique	Economies
<p>Porter progressivement le temps de travail à 39h par semaine dans la fonction publique, avec la moitié des économies consacrée à terme à des revalorisations salariales au mérite. L'avancement d'échelon indiciaire ne doit plus être automatiquement lié à l'ancienneté, mais au grade, au métier et à la performance.</p> <p>Dans son audit de juin 2017, la Cour des comptes estime que 2,4 Mds€ d'économies sont réalisables par la réduction du nombre d'emplois publics en un an. Ces réductions d'effectifs seront compensées par une hausse du temps de travail (2,3% la première année), ce qui permet de maintenir la qualité du service public. En cinq ans, le temps de travail sera porté à 39h par semaine, ce qui correspond à près de 400 000 emplois publics et à des économies annuelles de plus de 10 Mds€ à terme (la Cour des comptes estimant que 1% de temps de temps de travail supplémentaire correspond à 36 500 ETP et 930 M€ d'économies). Pour sanctuariser la santé et renforcer le régalien (sécurité, justice, défense), toutes les autres administrations et opérateurs devront être mis à contribution, parfois en gelant les recrutements.</p>	<p>2,4 Mds€ la première année (Cour des Comptes)</p>
<p>Supprimer la surrémunération des temps partiels.</p>	<p>800 M€ (Cour des Comptes)</p>
<p>Instaurer 3 jours de carence dans la fonction publique pour assurer l'équité avec les salariés du privé.</p>	<p>400 M€</p>

2. Baisser le train de vie de l'Etat et des collectivités	Economies
<p>Rationaliser le parc immobilier public : les dépenses immobilières de l'Etat représentent 6,6 Mds€ par an selon la Direction des achats de l'Etat. En France, la moyenne de surface utile nette par poste est de 14m² alors que la norme européenne est de 12m².</p>	De l'ordre de 1 Md€
<p>Optimiser les achats publics avec une meilleure gouvernance et une mutualisation des achats des collectivités coordonnés par un fonds de modernisation et d'ingénierie de l'achat local (comme le propose un rapport des inspections générales des finances et de l'administration de 2017).</p>	De l'ordre de 500 M€
<p>Accélérer la digitalisation des administrations, notamment avec le développement de l'intelligence artificielle : selon la stratégie britannique de services publics en ligne, le même service opéré via une technologie numérique coûte 30 fois moins cher que par échange postal (<i>Digital efficiency report</i>, Cabinet Office, 2012). Sont évaluées à 2 Mds€ les économies réalisables pour les dépenses de l'Etat. Ernst & Young évalue les économies potentielles générées par la transformation digitale à 12 Mds€ en cinq ans (incluant des diminutions d'effectifs).</p>	De l'ordre de 500 M€ (hors réduction d'effectifs)
<p>Vendre la moitié du parc automobile administratif : la France possède le deuxième parc automobile public d'Europe, derrière l'Italie. Il y a 65 000 véhicules de fonction pour l'Etat et ses établissements publics (hors véhicules opérationnels) pour un coût d'entretien de 600 M€ par an. Les collectivités territoriales en auraient pour leur part environ 125 000 selon l'AMF. Par comparaison, l'administration centrale britannique n'en a que 3000 et les <i>councils</i> seulement 50 000, soit environ quatre fois moins.</p>	De l'ordre de 500 M€

3. Un système de retraites plus juste : supprimer tous les régimes spéciaux et aligner le public et le privé

Economies

- **Supprimer les régimes spéciaux et aligner le mode de calcul des pensions de retraite du public sur celui du privé** (25 meilleures années, primes comprises).
Selon l'Ifrap, cela générerait **3 Mds€ d'économies par an** (étude de janvier 2018).
- Cela permettra aussi de **réduire le coût de gestion des caisses de retraite** qui atteint chaque année entre 5 et 6 Mds€ (rapport « Régimes sociaux et de retraite » annexé au PLF 2018). Selon un rapport d'Accenture, « ramener la France dans la moyenne européenne des coûts de gestion des retraites, c'est **économiser chaque année entre 2 et 3 milliards d'euros** ».

Pour rappel, le budget de l'État a versé cette année environ 6,3 Mds€ de subvention d'équilibre aux régimes spéciaux : SNCF, RATP, Marins, Mines, SEITA, Opéra, Comédie Française, etc.

1 Md€ la première année

5 Mds€ par an à terme par l'alignement des régimes de retraite, la suppression des régimes spéciaux et les économies de gestion (Ifrap et Accenture)

4. Un système de santé plus performant : prévention et e-santé	Economies
<p>Améliorer la prévention pour mieux lutter contre les maladies chroniques. Notre système de soins repose aujourd'hui essentiellement sur une approche curative.</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Lancer un grand Plan santé à l'école, ● Prévoir pour chaque Français un « parcours de prévention », ● Prendre en charge par l'Assurance maladie une consultation de prévention tous les deux ans pour tous les Français. 	300 M€
<p>Mieux soigner par le développement des parcours de soin et de l'e-santé.</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Accélérer et renforcer la mise en place des parcours de soins. ● Faire de la e-santé un levier pour la modernisation et l'amélioration de la qualité de notre système de soins. ● Développer l'ambulatoire et la complémentarité des soins de ville avec le réseau hospitalier. ● Diminuer les recours injustifiés à l'hôpital, notamment aux urgences ; lutte contre les fraudes et les abus ; réduire la bureaucratie et les frais de gestion... 	1 Md€ la première année <i>5 Mds€ par an à terme</i>

5. Sortir de l'assistantat et valoriser le travail par une aide sociale unique

Economies

Il existe actuellement 47 aides sous conditions de ressources dont le coût avoisine 100 milliards d'euros et a doublé depuis 2009.

Créer une allocation sociale unique (hors handicap) **plafonnée à 75 % du SMIC** et modulée en fonction du nombre de personnes composant le foyer et du type de prestations.

Cette allocation inclura l'ensemble des "droits connexes" nationaux et locaux : tarifs sociaux pour l'eau, chèque énergie, prime de Noël, aides au transport, aides pour les crèches et la restauration scolaire, exonération de redevance télévision, bons de vacances, tickets loisirs... Toutes les aides aux bénéficiaires du nouveau minimum social seront prises en compte pour **s'assurer que dans tous les cas le retour au travail paie**.

Selon la taille du foyer et les coûts induits par la reprise d'un emploi (frais de garde d'enfant et de transport), l'incitation au retour au travail est aujourd'hui souvent faible et parfois nulle.

5 Mds€ sur les seuls coûts de gestion (lfrap)

Les effets de cette nouvelle incitation au retour à l'emploi sur l'activité et donc les recettes publiques ne sont pas pris en compte. Un point d'activité supplémentaire correspond à des recettes budgétaires supplémentaires de 6,7 Mds€ (Fondation Concorde).

6. Responsabiliser les bénéficiaires de la solidarité nationale	Economies
<p>Responsabiliser les bénéficiaires de la santé gratuite : les bénéficiaires de la CMU-C (près de 5,5 millions de personnes) devraient être soumis à la participation forfaitaire de 1€ par acte que les autres Français acquittent. La dépense moyenne par bénéficiaire au titre de la CMUC est de 416 € en 2016 au régime général.</p>	De l'ordre de 300 M€
<p>Durcir et systématiser les sanctions pour les chômeurs qui refusent de chercher un emploi : selon une étude de Pôle emploi d'août 2018, 8% demandeurs d'emploi indemnissables par l'Assurance chômage ne recherchent pas activement un emploi (soit plus de 250 000 personnes). Pourtant, il n'y a eu que 14 000 sanctions en 2016, consistant en une radiation de 15 jours. Selon un rapport du Sénat de 2016, près d'un million de sanctions sont prononcées tous les ans en Allemagne alors que le chômage y est beaucoup plus faible. La sanction moyenne est de 110 € par mois, soit un total de l'ordre de 1,3 Md€ par an.</p> <p>Par ailleurs, selon l'Unédic, plus d'un milliard d'euros a été versé à tort à des demandeurs d'emploi en 2017. Ce chiffre record de "trop-perçus" est liée à une mauvaise gestion.</p>	De l'ordre de 1 Md€
<p>Réformer le régime des intermittents en luttant contre les abus, notamment en excluant toute forme d'emploi permanent qui donne lieu à une exploitation parfois abusive par le secteur de l'audiovisuel. Le déficit du régime spécial d'indemnisation des intermittents représente de l'ordre de 1 Md€ par an selon la Cour des comptes.</p>	De l'ordre de 500 M€

7. Lutter implacablement contre la fraude sociale et fiscale

Economies

Le rapport Tian (2011) avançait une estimation de la fraude sociale incluant le travail illégal : **près de 20 milliards d'euros par an**, soit 44 fois plus que la fraude détectée. Entre 2010 et 2015, le volume de la fraude sociale détectée a plus que doublé, dépassant les 500 millions d'euros. Seule la branche famille a mis au point une méthode pour évaluer la fraude à partir d'un échantillon de ses allocataires : environ 1,5 milliard d'euros par an, soit environ 2% des prestations versées. Selon la CAF, une pénalité financière n'est prononcée dans 50 % des cas de fraude examinés.

De l'ordre de 1 Md€

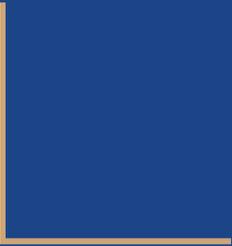
- **Doubler et systématiser l'amende pour fraude aux prestations sociales à 10 000 €** et l'assortir d'une suspension du droit aux prestations sociales pendant 5 ans.
- **Créer un délit de travail illégal pour les immigrés illégaux** sur le modèle anglais entraînant la saisie des revenus et l'expulsion systématique.
- **Mettre en place un fichier national interrégimes des personnes ayant commis une fraude en matière sociale.**
- **Lutter contre les fraudes aux retraites, et notamment les "retraités fantômes" à l'étranger** : selon un rapport de la Cour des Comptes, 200 M€ par an sont versés à tort à des résidents à l'étranger. Nous proposons d'instaurer un certificat d'existence unique pour tous les régimes de retraite, ainsi que le renforcement des contrôles sur place.
- **Développer les méthodes de *data mining* et *data matching*** pour lutter contre la fraude fiscale. Le *data mining* a permis de détecter en Irlande environ 2,5 Mds€ supplémentaires de fraude à l'impôt sur le revenu. Le programme CONNECT (permettant de vérifier la fiabilité des déclarations fiscales et des demandes de crédits d'impôts) au Royaume-Uni a aussi permis un doublement des résultats des contrôles en moins de 10 ans. La France doit rejoindre le meilleur standard des pays développés en termes de taux de fraude rapporté au montant des impôts collectés.
- Instaurer **un acteur unique du recouvrement dans les sphères fiscale et sociale.**

8. Supprimer les incitations à l'immigration	Economies
<p>Les crédits consacrés à l'Aide médicale d'Etat atteindront l'année prochaine un record de 934 M€ (+ 15 % en deux ans). En une quinzaine d'années, le nombre de bénéficiaires (plus de 300 000) et le coût de ce dispositif ont doublé. A noter que les demandeurs d'asile relèvent de la CMU.</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Supprimer l'AME pour ne prendre en charge que les soins d'urgence qui représentent moins de 100 millions d'euros (76,9 millions d'euros en 2016) et les maladies contagieuses. <p>Il faudra aussi modifier la loi pour permettre la suppression des aides locales aux immigrés illégaux : le tribunal administratif a par exemple empêché la région Île-de-France de supprimer la quasi-gratuité des transports pour les immigrés illégaux.</p>	De l'ordre de 800 M€ d'économies
<ul style="list-style-type: none"> ● Conditionner l'accès des étrangers aux prestations sociales. <p>Des conditions de durée de résidence existent déjà pour le RSA (5 ans) et l'ASPA (10 ans) mais il n'existe aucune condition de durée de cotisation, ce qui signifie qu'un étranger n'ayant jamais cotisé en France peut bénéficier d'un minimum social. En 2015, on comptait 232 000 étrangers extra-européens parmi les 1 700 000 bénéficiaires du RSA, ce qui représente de l'ordre de 1,2 milliard d'euros par an. En 2016, parmi les 69 000 bénéficiaires de l'ASPA n'ayant jamais cotisé, 21 400 (31%) sont des étrangers extra-européens, soit 200 millions d'euros par an.</p> <p>Pour les allocations familiales et les allocations logement, il n'existe même pas de durée minimale de résidence.</p> <p>Pour l'ensemble des prestations non contributives, pourrait être exigée des étrangers en situation régulière une durée minimale de cotisations de 3 ans.</p>	De l'ordre de 2 Mds€

9. Faire contribuer tout le monde à l'effort de redressement	Economies
<p>Réduire le financement public des syndicats : le rapport Perruchot (2011) chiffrait à 4 milliards d'euros le financement public des syndicats. Chez nos voisins, "les cotisations occupent une part primordiale dans les ressources des syndicats, soit plus de 80 % de l'ensemble. Elles représentent environ 1 milliard d'euros dans chacun de ces pays : Allemagne, Belgique, Grande-Bretagne, Italie et Suède". La France est sans doute le pays au monde qui subventionne le plus les syndicats. L'effort de redressement des comptes publics doit mobiliser tout le monde.</p>	De l'ordre de 1 Md€
<p>Total des mesures dont certaines déploieront leur plein effet en année pleine pour atteindre un total de près de 30 Md€ d'économies par an</p>	<p>20 Md€ en un an</p>



3. Un plan d'ensemble : moins de fiscalité,
moins de dette, plus de croissance



Un choc de libération fiscale

La réduction de la dépense publique permettra de financer pour moitié un choc de libération fiscale pour redonner du pouvoir d'achat aux Français et pour relancer la compétitivité.

Par exemple, 10 Mds€ d'économies en un an permettrait de défiscaliser les heures supplémentaires (1 Md€), de supprimer la hausse de CSG pour les retraités (3 Mds€), de suspendre les hausses de taxes sans précédent programmés sur le gaz, le fioul, l'essence et le gasoil (3 Mds€ en 2019) et de relancer la compétitivité des entreprises par des baisses de charges ou d'impôts de production (3 Mds€).

Réduire le déficit et la dette

La réduction de la dépense publique permettra de financer pour moitié la baisse du déficit public pour retrouver notre souveraineté et ne plus accabler de dette nos enfants et nos petits-enfants.

Le gouvernement prévoit une hausse du déficit public de 2,7% du PIB l'année dernière à 2,9% l'année prochaine.

La moitié de nos économies représente de l'ordre de 10 Mds€, soit 0,4 points de PIB. Cela permettrait de réduire le déficit et de commencer à réduire la dette publique qui est aujourd'hui de 99% du PIB.

Ces propositions de réduction de la dépense publique sur une année s'inscrivent dans une trajectoire qui doit atteindre 4 points de PIB en cinq ans, soit de l'ordre de 90 Mds€.